

Les déplacées maliennes se tournent vers le commerce du sexe pour survivre. Selon les organisations non gouvernementales (ONG), un nombre croissant de femmes et de filles, dont certaines n'ont pas plus de 13 ans, ont recours au commerce du sexe pour survivre au Mali, où 14 mois d'occupation et de conflit ont chassé de chez eux 475 000 habitants du Nord.

L'ONG Danaya So (Maison de la confiance en bambara, une langue locale) a recensé 3 800 travailleuses du sexe dans les villes de Mopti et Sévaré, au centre du Mali, ainsi qu'à Bamako. La directrice de l'organisation, Kadidjatou Coulibaly, estime cependant que les chiffres réels sont bien supérieurs.

À Mopti, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a recensé 41 filles de 15 à 18 ans qui se prostituent pour survivre. « Sur [ces] 41 [travailleuses du sexe] recensées, presque toutes ont perdu leurs parents ou leur mari, disparus ou tués dans des affrontements », a dit Aminata Dicko Sangaré, administratrice du programme Protection de l'UNICEF au Mali.

Mme Coulibaly se rend trois fois par semaine dans les maisons closes ou les établissements dans lesquels travaillent les jeunes filles. Elle tente de les sensibiliser aux risques du travail sexuel pour la santé et de leur trouver d'autres sources de revenus. La plupart des travailleuses du sexe sont de jeunes célibataires séparées de leur famille.

Mme Coulibaly dit avoir beaucoup plus de travail depuis l'occupation islamiste d'avril 2012.

« J'ai entendu parler pour la première fois de viols perpétrés par des rebelles en mai, deux semaines après l'occupation de Gao, Kidal et Timbuktu. Presque immédiatement après, nous avons reçu le premier groupe de femmes. »

En un an, le nombre de femmes vivant dans des maisons closes à Sévaré et Mopti a doublé, a dit Mme Coulibaly. Les travailleuses du sexe se font également plus visibles dans la rue, dans les bars et dans certains hôtels.

Fin 2012, le personnel du centre médical de Sévaré observait une hausse du VIH/SIDA chez les donneurs de sang, a rappelé Sylvia Mollet, qui travaille avec le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme à Bamako.

Le cas de Maimouna

En avril 2012, Gao a été occupée par les rebelles touaregs du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) puis par les islamistes. Une semaine plus tard, Maimouna*, jeune fille de 17 ans originaire de cette ville, a parcouru 570 km pour se rendre à Sévaré, dans le centre du Mali.

« Je suis arrivée ici et il y avait beaucoup d'hommes, principalement des soldats maliens qui avaient fui les attaques rebelles dans les villes du Nord », a dit Maimouna, avant d'ajouter qu'ils étaient vite devenus ses clients.

Elle prend maintenant 3 à 5 clients par nuit pour pouvoir s'acheter de la nourriture et des vêtements et payer son loyer. Elle gagne en moyenne deux dollars par nuit. « Je ne veux pas faire ça, mais je n'ai pas le choix. C'est vraiment mal, mais pour l'instant, c'est le seul moyen que j'ai de gagner de l'argent », a-t-elle dit à IRIN.

Selon Danaya So, les femmes seules sans parents qui n'ont nulle part où aller sont les plus vulnérables. Le conflit a séparé de nombreuses familles, a dit Marie Denou, coordinatrice de projet de l'ONG à Bamako. Les hommes travaillent dans une ville et leurs femmes et enfants vivent dans une autre, ce qui les rend vulnérables.

De nombreuses mineures non accompagnées ne disent pas à leurs parents comment elles gagnent leur vie et elles ne peuvent attendre aucun soutien de la part de leur famille, a dit Mme Coulibaly. « Elles disent qu'elles travaillent sur le marché ou qu'elles font le ménage chez des particuliers. Si leur famille découvrait comment elles gagnent leur vie, elles ne pourraient pas rentrer chez elles ».

« La pression exercée sur les jeunes femmes pour aider à subvenir aux besoins de leur famille est très forte et il n'est pas rare qu'une mère ou une parente les pousse à faire le trottoir », a dit Mme Mollet, du Fonds mondial.

Risques

Nombre de ces femmes ne se considèrent pas comme des travailleuses du sexe. Elles appellent les hommes avec lesquels elles couchent leurs petits amis, ce qui peut favoriser la propagation du VIH et d'autres maladies sexuellement transmissibles, a dit Mme Mollet. « L'homme peut refuser de mettre un préservatif sous prétexte d'être leur petit ami », a-t-elle dit à IRIN.

Danaya So organise des réunions chez les travailleuses du sexe pour parler des dangers des maladies sexuellement transmissibles et des manières de se protéger. Avant le début de chaque séance, les jeunes femmes, qui ont toutes moins de 25 ans, bavardent, se font des tresses et jouent avec leurs smartphones de contrefaçon chinoise. « C'est mon petit ami qui me l'a acheté », a dit Fatima*, 20 ans. « Nous couchons ensemble et il me donne de l'argent pour acheter à manger et d'autres choses dont j'ai besoin. Comme il est soldat, il est payé, même si ce n'est pas assez. ».

L'UNICEF et l'ONG Catholic Relief Services vont bientôt verser de l'argent aux femmes provenant du Nord qui se livrent à la prostitution pour couvrir leurs besoins essentiels.

Bien que personne ne puisse en être certain, nombreux sont ceux qui s'attendent à une multiplication des travailleuses du sexe avec l'arrivée des troupes internationales de maintien de la paix. Il y a déjà 6 000 soldats étrangers au Mali et 5 000 de plus devraient arriver ces prochaines semaines pour venir en aide à la MINUSMA, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali.

De nombreux Maliens sont de plus en plus vulnérables. « La situation de ceux qui étaient déjà en difficulté avant la crise est bien pire 14 mois plus tard », a dit Mme Mollet. « Ils ont tout perdu, même leurs parents parfois ».